



NOUVELLE MOBILISATION D'AMPLEUR à l'AP-HP

Aujourd'hui 28 mai, c'est à nouveau par dizaines de milliers et avec la même détermination que le 21 mai, que les hospitaliers, grévistes et assigné-es de l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris se sont mobilisé-es et rassemblé-es à l'appel de l'intersyndicale CGT, CFDT, FO, UNSA, Solidaires, CEF-CGC, CFTC, pour dire « NON AU PROJET HIRSCH », NON à la perte d'un seul jour de repos ou RTT.

Alors que tous les syndicats de l'AP-HP rejettent sans nuance la remise en cause de l'organisation du temps de travail qui consisterait à supprimer des jours de RTT et autres, le Directeur Général persiste et signe, ne reculant pas d'un pouce et restant autiste aux revendications posées par les syndicats.

Pour la Fédération Santé Action Sociale CGT et l'Union Syndicale de l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris CGT, le refus du Directeur Général de négocier sur d'autres bases est inacceptable !

La CGT ne lâchera rien, refusant ainsi de collaborer à la gestion des politiques d'austérités, érigées pour mieux appliquer les orientations libérales du gouvernement. Les personnels ne peuvent être la variable d'ajustement des réductions budgétaires et leurs conditions de travail se voir bradées sur l'autel des économies. La mission pivot des personnels, c'est de bien soigner les patients et non pas de se ruiner la santé pour le faire. Si le statut particulier de l'AP-HP est attaqué, derrière, ce sont tous les établissements du territoire, publics et privés qui, à leur tour, seront ciblés.

La Fédération examinera avec ses syndicats le processus d'action à mener au plan national pour que dans chaque établissement, du public et du privé, ses militants débattent et informent des dangers de propagation du feu allumé par Martin Hirsch.

L'intersyndicale de l'AP-HP appelle à tenir des Assemblées Générales dans chaque site. Elle se réunira à nouveau pour décider des modalités d'actions dont les rendez-vous sont fixés toutes les semaines.

La Fédération CGT appelle d'ores et déjà à une journée nationale de mobilisations et grève le 25 juin prochain pour combattre tous ces projets de régressions sociales, et pour exiger le retrait des projets de loi tels que « santé » et « Macron » qui sont synonymes de casse du service public et de ses personnels.

Montreuil, le 28 mai 2015

Case 538

263, rue de Paris
93515 Montreuil Cedex